

PEUT-ON PARLER D'ILLUSION DE TERRITOIRE DANS LA MISE EN ŒUVRE PROGRAMMATIQUE OU REFORMATRICE DE PROJETS ?

Can we speak of an illusion of territory in implementing programmatic or reforming projects?

Par

André SUCHET

Maître de conférences à la Faculté des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS) de l'Université de Bordeaux, Spécialiste de l'Organisation du Sport et du Tourisme, des Politiques Publiques et des Territoires dans le Domaine des Loisirs et Co-Responsable de l'Axe de Recherche Action publique de l'Equipe LACES (EA 4140) au sein de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

a.suchet@wanadoo.fr

&

Anthony TCHEKEMIAN

Maître de Conférences en Géographie et Aménagement du Territoire au Département des Lettres, Langues et Sciences Humaines, Université de la Polynésie Française et membre de l'Unité Mixte de Recherche EIO 241, Spécialiste de l'Etude des Politiques Publiques Agricoles, du Développement Territorial Local, des Stratégies et Jeux d'Acteurs.

anthony.tchekemian@upf.pf

Résumé

Ce texte rédigé dans le cadre de la rubrique *Des travaux et des jours* dresse le bilan d'un certain nombre de réflexions menées sur la possibilité de mobiliser le concept d'illusion en géographie sociale. Formulation théorique séduisante, mais que la présente publication disqualifie et aboutit à montrer son impossible usage dans la discipline.

Mots clés : illusion, géographie sociale, théorie.

Abstract

This research note as part *Des travaux et des jours* section, provides an overview of a number of reflections on the possibility of mobilizing the concept of illusion in social geography. This is an attractive theoretical formulation but this publication disqualifies it and means to show its impossible use in the discipline.

Keywords: illusion, social geography, theory.

Peut-on parler d'illusion de territoire dans la mise en œuvre programmatique ou réformatrice de projets ?

Discussion autour d'une hypothèse réfutée.

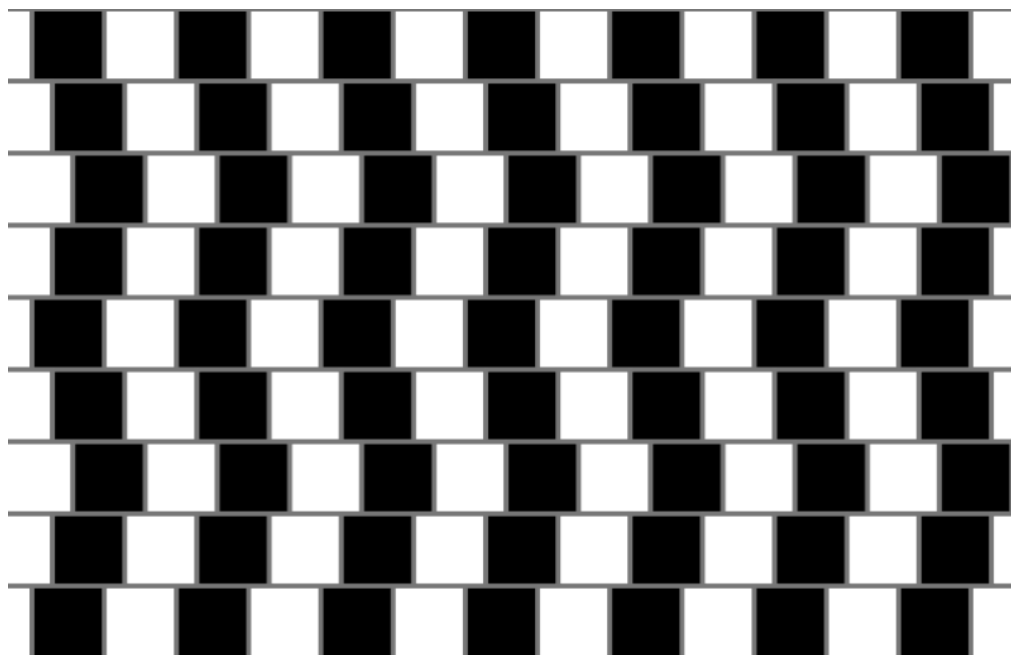


Illustration. L'illusion du mur du café (café wall illusion). Infographie de reproduit par [Illusions-optique.fr](http://illusions-optique.fr). Voir à ce sujet l'étude originale : Gregory, R.L. & Heard, P. [Border locking and the Cafe Wall illusion](#), *Perception*, vol. 8, n° 4, 1979, pp. 365-380.

A partir de différentes études menées en région Rhône-Alpes, présentée parfois comme un « modèle réduit de la France » (Jouve, Spenlehauer & Warin, 2001) ce texte interroge les capacités heuristiques du concept d'illusion en géographie sociale. Indépendamment d'un usage épistémologique très nécessaire (Catuhe, Piolle & Tesson, 1999; Lacoste, 1995; Lévy, 1999) ou simplement rhétorique, non moins pertinemment (Di Méo & Buléon, 2005; Lussault, 2013; Escadafal, sous presse) et en considérant une certaine stabilité des agencements qui font territoires (les ressources, les représentations, les intentionnalités puis les actions), s'était posé la question d'une possible illusion de territoire chez les acteurs politiques, dans le sens d'une perception faussée de la réalité territoriale au moment d'institutionnaliser ces espaces en zones, en pays ou en intercommunalités. Il s'agirait d'un transfert original depuis les sciences physiques –l'optique en particulier–, vers les sciences sociales –la géographie en l'occurrence–. Autant d'aspects qui ont attiré notre attention depuis un débat organisé à ce sujet en marge d'un colloque de jeune chercheur à l'Université de Grenoble qui posait le mot dans une intention pluridisciplinaire¹. Étude après étude², chacun sur nos terrains respectifs (Tchékémian, 2008; Suchet, 2012; Tchékémian, 2012; Suchet & Raspaud, 2010; Tchékémian & Suchet, 2011) nous avons tenté d'envisager cette notion sans finalement

l'adopter. Nous n'avions pas le même point de vue sur la question, et tenions parfois des conversations assez proches de celle qu'a pu imaginer Debarbieux (2009) à propos du territoire. A aucun moment nous ne parvenions toutefois à démontrer un processus d'illusion territorial. Cette note de recherche a pour intention de rapporter les conclusions —fussent-elles négatives— de cette réflexion qui nous a mobilisés un certain moment à la fois au plan théorique et empirique.

Transposer le concept d'illusion en géographie sociale.

Au sens premier, c'est-à-dire en science physique, une illusion est une perception reconnue comme différente de la réalité. Il peut s'agir d'une illusion d'optique, d'une illusion auditive ou encore d'une illusion olfactive. Le terme illusion se définit ainsi comme une erreur induite par une apparence trompeuse, une interprétation fausse et/ou une croyance erronée, mais séduisante pour l'esprit. Issu du latin *illusio* (qui signifiait selon *Le Gaffiot* une tromperie, une sorte d'erreur et en fait déjà ce que nous nommons illusion), le terme est passé en usage courant dans un sens très proche de sa définition en science physique. Mais en suivant la redéfinition faite du terme en psychanalyse par Freud (1932) on peut considérer que l'illusion, contrairement à l'erreur qui est une faute objective, est « une croyance erronée motivée par le désir et la subjectivité ». Freud l'applique surtout à la religion, mais il s'agissait donc d'élargir ce domaine d'application à la géographie sociale et culturelle des territoires.

A la recherche de territoires illusoires.

Un premier terrain d'investigation à propos d'éventuels phénomènes d'illusion a porté sur la démultiplication des partitions administratives et politiques plus ou moins compartimentées de l'espace français, Académies, pays, départements, régions, communes, cantons, communautés de commune et autres intercommunalités... au jeu des spécificités françaises (Tuppen, 1999), la complexité du maillage administratif de l'hexagone est souvent pointée en géographie ou en science politique (Adoumié, 2007; Giraut, 2002; Casteigts, 2010; Vanier, 2015). Les deux principaux découpages remis en cause sont ceux des communes et des départements. En effet, le découpage communal est contesté pour son archaïsme. Le recensement de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), de 1990, révèle que la moitié des communes compte moins de 400 habitants. Depuis plus de trente ans, on entend régulièrement des appels réclamant la fusion des communes, mais jusqu'à présent les conservatismes locaux restent les plus forts. Les partisans du regroupement des communes font remarquer que les villes françaises ont un poids ridiculement faible en regard des autres pays membres de l'Union européenne. Leurs limites ne sont plus d'actualité et les problèmes politiques de gestion locale sont nombreux. Les maires des villes françaises regrettent aussi que leur pouvoir soit sous-évalué quand ils se trouvent confrontés à leurs

confrères européens. En effet, ils ne dirigent le plus souvent que le cœur historique de l'agglomération qu'ils représentent. De plus, des communes rurales, notamment celles classées en rural isolé ont perdu une grande partie de leur population (Barthe & Cavaillé, 2007; Chignier-Riboulon, 2007; Nevers, 1998). Elles sont maintenant dans l'incapacité de financer les services de base tels que l'adduction de l'eau courante, le ramassage des ordures ménagères ou l'entretien des chaussées. Les communes ne semblent plus correspondre aux logiques territoriales, mais une révision de la carte des communes semble pourtant délicate. La réforme territoriale des régions et cet acte III de la décentralisation sont encore trop récents pour en faire bilan, mais on peut déjà penser qu'une période, volontaire ou non, de tuilage suscitera autant de complication que de simplification ! Quant aux départements qui composent les régions, ils font partie du paysage national au plan administratif, mais surtout identitaire (Adoumié, 2007; Bazoche, 2008; Miossec, 2008). Leur rayonnement initial, qui voulait que soit relié, en une journée à cheval, n'importe quel point à son chef-lieu, est aujourd'hui désuet. Le découpage des départements est à la fois devenu trop grand pour la vie quotidienne, et trop petit pour permettre des actions d'envergure (Laurent, 2002). Sinon, localement, les communes sont, aujourd'hui encore, le cadre de référence identitaire de la population, et l'on constate peu de changements à ce sujet, puisque les quelques opérations de fusion ne concernent que seulement 3% des communes³. Il s'agit là d'une construction historiquement liée au territoire dont une tentative de modification ne peut pas se comprendre en tant qu'effet de perception faussée d'une réalité dans la mesure où elle n'est ni plus juste ni plus fausse qu'une autre forme de découpage territorial, récente ou ancienne.

Depuis les municipalités de canton du Directoire jusqu'aux récentes Communautés de Communes, en passant par les syndicats des débuts de la III^e République, l'intercommunalité est restée, en France, plus vivace qu'il n'y paraît, mais très imprécise sur le plan territorial. Le nombre des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), à vocation unique (SIVU) ou de districts ne cesse de croître (Moquay, 1998; Richer, 2008; Clarimont & Vlès, 2006). En 1992, les communautés de communes sont reconnues par la loi. Mais ce qui motive le plus souvent les tracés est un désir de faire correspondre le périmètre de la coopération avec celui de l'élection. Autre obstacle, aucune des instances de représentation des structures intercommunales n'est élue au suffrage universel direct. Or en plus de ce maillage parfois ancien, la multiplication des Parcs naturels régionaux (PRN), puis les (nouveaux) pays ou autres territoires de projet investissent plus encore les différents espaces locaux (Giraut, 1996; Clarimont, Aldhuy & Labussière, 2006). Pour Lajarge et Baron-Yellès (2011), dans la maille administrative française, cette nouvelle catégorie de territoires que l'on appelle de projet, partagés entre développement et protection, renforce la « complexité croissante des processus de développement territorial ». Lajarge (2000) affirmait d'ailleurs déjà auparavant combien en aménagement de l'espace « il y a désormais du projet pour tout et partout ». Les pays et les provinces n'avaient pas de valeur administrative. Historiquement, les pays trouvent leur unité dans un fonctionnement autour d'un marché rural. La fonction économique qui les fondait a disparu, bien que le découpage en cantons, cellules de base électorale, reprenne ce découpage

(Miossec, 2008). D'autre part, le sentiment d'appartenance vis-à-vis de ces territoires incite la DATAR à les intégrer dans des projets d'aménagement. Quant aux provinces, ce sont d'anciens fiefs rattachés progressivement à la couronne de France. Les traitements particuliers administrés à ces provinces sont à l'origine de particularismes qui se traduisent aujourd'hui par des dialectes et un mode de vie propre à chacune d'elles. L'emploi du terme « province » est actuellement utilisé, dans un esprit de simplification, pour désigner les divisions géographiques, culturelles, ethnologiques, historiques, parfois administratives, de la France antérieurement au découpage départemental de 1790.

Enfin, conjointement les sciences politiques observent une orientation de plus en plus grande en faveur d'une territorialisation des politiques publiques (Douillet, 2003; Faure & Négrier, 2007; Esposito-Fava, 2010). Ainsi que l'écrit Douillet (2003, p. 589), désormais les projets de développement mis en œuvre « doivent avoir une cohérence culturelle, économique ou sociale, doivent correspondre à un « bassin de vie », avoir une cohérence géographique ». Plus précisément, on retiendra avec Berriet-Sollec, Le Roy, Trouvé (2009, p. 135) ce mouvement de territorialisation de l'action publique en tant que : premièrement, décentralisation, c'est-à-dire la prise en charge croissante des politiques par les collectivités infranationales. Deuxièmement, adaptation de l'intervention publique à des contextes locaux spécifiques. Troisièmement, désectorisation, c'est-à-dire par exemple l'insertion du développement agricole dans les développements ruraux et régionaux en général. Quatrièmement, soutien à des territoires de projet. Dans ce cas, le débat ou les difficultés portent notamment sur le choix des zonages. Pour autant aucun de ces découpages n'est plus illusoire que l'autre s'agissant *in fin* des stigmates dans l'espace d'une pensée politique, administrative et territoriale.

A la recherche d'illusions territoriales.

A partir de nos observations de terrain, nous avons aussi pour idée que des projets de territoires et des territoires de projet reposaient sur un processus d'illusion territoriale. La contestation des habitants, la récurrence du vocable « illusion » dans les forums ou blogs internet consacrés au monde rural⁴ et cette petite phrase échappée par un agriculteur en colère dans la vallée d'Abondance « C'est une illusion totale leur projet [...], cela ne correspond à rien sur le terrain, c'est un projet de bureaucrates » nous encourageaient dans cette interprétation.

Dans notre étude de cas en Haute-Savoie, le village d'Abondance pratique le ski depuis l'après-guerre et dispose depuis 1964 d'une station de sports d'hiver dont le domaine skiable est situé entre 1000 et 1600 mètres d'altitude. Cette forme de développement via le tourisme sportif accuse cependant d'importantes difficultés depuis le début des années 1990 et à la suite d'une mauvaise saison 2006/2007, la municipalité a décidé la fermeture définitive du domaine skiable. Les contestations et la manifestation publique dans les rues de la commune

qui amène à la réouverture des remontées mécaniques en hiver 2009/2010, remettent en cause la légitimité d'une rationalité vallée. Dans les discussions recueillies ou publiées, la répartition intercommunale est perçue comme un moyen d'avantager les stations de Châtel et de La Chapelle qui se trouvent au fond de la vallée. Effectivement, la fermeture du domaine skiable d'Abondance, implantée en aval de la vallée, c'est-à-dire la plus proche des pôles émetteurs, entraînera la clientèle vers les deux autres stations. Or le président du syndicat intercommunal se trouve justement adjoint au maire de Châtel et propriétaire de plusieurs commerces dans cette commune. A partir d'une étude de l'offre et de la demande en intercommunalité sur le plan du sport et du tourisme (qu'il ne faut pas confondre en termes de compétences juridiques ni de problématiques, Pecqueux, 2006; Haschar-Noé, 2005; Marchal & Duchesne, 2006; Honta, 2008), cette recherche a pu montrer différents conflits d'acteurs et concurrences de territoire, mais finalement aucune perception erronée d'une indéfinissable réalité sociospatiale (Di Méo, 1998). En fait, dans les méthodes mises en œuvre par les pouvoirs publics afin de réorienter le développement touristique en vallée d'Abondance dans les Alpes du Nord, réside un certain nombre de facteurs qui soulèvent la contestation des habitants. Alors même qu'une politique intercommunale—ce pouvoir des territoires au sens de Vanier (2010)— en vallée pourrait déboucher sur une institutionnalisation de traditions communes, se prévalant d'un effet d'invention du territoire (Dalmon, 2006; Giraut & Lajarge, 1999), l'intercommunalité en vallée d'Abondance que nous avons étudiée se heurte à un sentiment de concurrence entre les villages. A l'inverse d'une cohésion autour d'un territoire de projet, c'est la concurrence de ces constructions territoriales qui joue, mais sans illusion d'une part ou de l'autre.

Il en est de même d'une autre de nos études menées à propos de l'application des politiques agricoles, toujours en région Rhône-Alpes sur plusieurs départements. En résumé, si le soutien aux marchés agricoles représente le premier pilier de la Politique agricole commune (PAC), le second, relatif au développement rural, a pour objectif de « compléter la politique du marché en assurant que la dépense agricole participera mieux qu'auparavant à l'aménagement de l'espace et à la protection de la nature »⁵. Ainsi, l'application des mesures des Documents uniques de programmation (DOCUP) et du programme de développement rural national (PDRN) dans une région présentant diverses situations comme en Rhône-Alpes a pu être difficile, Rhône-Alpes caractérisé par un territoire périurbain autour de Lyon, un sillon alpin très touristique avec évidemment des zones montagnes, et des départements excentrés. Il faut dire que la régionalisation n'est pas aisée par les complexités d'acteur et des réseaux d'information parfois peu performants.

Certaines problématiques spécifiques à l'Ardèche, touchant notamment les infrastructures rurales, ont été supprimées lors de la définition régionale de l'objectif 2 car elles concernaient à l'échelle régionale une part infime des exploitations. Ainsi, aujourd'hui encore, des exploitations agricoles en milieu rural isolé ne sont pas raccordées à un réseau public d'eau potable ! La mise en place de ce réseau était subventionnée par l'objectif 5b, et ne l'est plus aujourd'hui par l'objectif 2. Si ce nombre d'exploitations représente un faible nombre pour la région Rhône-Alpes, il est important pour assurer le maintien de la vie rurale en Ardèche.

Mauvaise connaissance du terrain, méconnaissance de la dynamique propre du territoire, sont autant d'indices d'une possible illusion des administrateurs de la PAC. L'absence de critères infra-départementaux ne permet pas une gestion précise des territoires au sein du département et conduit à une répartition inégale des aides. On constate par exemple qu'un gîte à Vallon-Pont-D'arc, territoire déjà en excès de structures touristiques, est autant soutenu qu'un autre situé dans un territoire moins touristique.

Toujours en région Rhône-Alpes, les Coteaux du Lyonnais offrent une autre situation délicate en politiques publiques agricoles. Ce territoire est particulièrement confronté à la pression foncière, à la construction d'infrastructures de transport en faveur de la métropole lyonnaise et à la rareté de certains services. Cependant, aucune politique n'a été spécifiquement conçue pour ce type d'espace, car il n'entre ni parmi les éligibilités rurales ni parmi les références urbaines. Autre aspect, d'une illusion possible de territoire en Rhône-Alpes au moment de la mise en place du PDRN, les projets de territoire se heurtent au cloisonnement entre ruraux et néo-ruraux (Hervieu-Léger & Hervieu, 2005 ; Urbain, 2002). En établissant un périmètre commun entre des acteurs peu habitués à communiquer entre eux, le PDRN semble parfois se tromper de territoire.

Enfin, la concurrence de territoire entre tourisme et agriculture déjà discutée dans la littérature (Olivier, 1997 ; Suchet, 2009) joue dans plusieurs vallées des Alpes du Nord ou aussi dans les monts d'Ardèche sous l'influence du tourisme d'arrière-pays. Par exemple, en Ardèche méridionale, la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) estime qu'il manque la mise en place d'un réel partenariat entre les maires et les instances chargés de l'installation des jeunes. En fait, les responsables de la SAFER ont l'impression que les maires sont plus enclins à soutenir les projets touristiques, plus rentables économiquement sur le court terme et plus favorables en termes d'image pour la commune, plutôt que les projets d'installation de jeunes agriculteurs. A chaque fois, concurrences, conflits et controverses sont en jeu, mais nulle part perception biaisée d'une introuvable réalité.

Conclusion

Une fois débarrassé de toute nuance de déterminisme physique au profit d'un postulat constructiviste, les cas d'étude rediscutés ici amènent finalement à une conclusion assez simple, déjà énoncée par Tesson (2004) lors d'un colloque à propos des relations entre espaces et sociétés aujourd'hui : « Quand le politique parle du territoire, c'est pour le fabriquer ». Ce que Vanier (1995) énonçait déjà dans sa formule de petite fabrique des territoires. Autrement dit, on ne peut admettre une illusion de territoire, puisque les hiérarchies d'acteurs socio-spatiaux ne cherchent pas à formaliser des territoires existants suite à une perception de stabilité —pour ne pas dire de réalité—, mais bien d'en ouvrir de nouveaux (Bazoche, 2008; Dalmon, 2006; Vanier, 1995, 2010). Si plusieurs des cas traités montrent les difficultés d'une entreprise territoriale, la stabilité n'est pas meilleure que le changement, il n'existe pas plus d'erreurs que d'illusions dans un projet de territoire et de

société, le progrès scientifique et technique, la justice socio-spatiale entre habitat et ressources ou le développement durable en sont quelques illustrations.

Bibliographie

- Adoumié, Vincent (dir.). (2007). *Géographie de la France*. Paris, Hachette.
- Barthe, Laurence & Fabienne Cavaillé (dirs.). 2007. *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité*. Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal.
- Bazoche, Maud (2008). *Département ou région ? : les réformes territoriales de Fénélon à Jacques Attali*, Paris: L'Harmattan.
- Berriet-Sollicie, Marielle, Anne Le Roy & Aurélie Trouvé (2009). « Territorialiser la politique agricole pour plus de cohésion » *Économie rurale*, n°313-314 :p. 129-146.
- Casteigts, Michel (2010). « Réforme(s) territoriale(s) : de la complexité comme solution à la simplification comme problème » *Espaces et sociétés*, n°142 : p. 125-130.
- Catuhe, Michel, Xavier Piolle & Frédéric Tesson (dirs.). (1999). *Développement et territoires : chance ou illusion ? Acteurs et chercheurs en forum*. Numéro thématique de *Hégoa*, n° 21.
- Chignier-Riboulon, Franck (2007). « La nouvelle attractivité des territoires, entre refus du fatalisme et mouvement protéiforme » in Franck Chignier-Riboulon & Nora Semmoud (dirs.), *Nouvelle attractivité des territoires et engagement des acteurs*. p. 9-22, Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal.
- Clarimont, Sylvie, Julien Aldhuy & Olivier Labussière (2006). « Les recompositions territoriales face à la faible densité : comparaison des « pays » aquitains et des comarcas aragonaises » *Annales de Géographie*, vol. 115, n°647 : p. 26-48.
- Clarimont, Sylvie & Vincent Vlès (2006). *Tourisme et intercommunalités dans le massif pyrénéen. Analyse comparée transfrontalière*, Rapport au Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.
- Dalmon, Caroline (2006). « Les territoires inventés de l'intercommunalité. L'exemple du pays Rochefortais » *Cahier Espaces*, n° 91 : p. 112-115.
- Debarbieux, Bernard (2009). « Territoire-Territorialité-Territorialisation : aujourd'hui encore, et bien moins que demain... » in Martin Vanier (dir.), *Territoires, territorialité, territorialisation*. p. 19-30, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Di Méo, Guy (1998). *Géographie sociale et territoires*, Paris : Nathan.
- Di Méo, Guy & Pascal Buléon (dirs.). (2005). *L'espace social : une lecture géographique des sociétés*. Paris, Armand Colin.
- Douillet, Anne-Cécile. (2003). « Les élus ruraux face à la territorialisation de l'action publique » *Revue française de science politique*, vol. 53, n°4 : p. 583-606.
- Escadafal, Alain (2015). Des territoires aux destinations touristiques : la fin d'une illusion ? *Sud-Ouest Européen*, n° 39, p. 55-63.
- Esposito-Fava, Aurélien (2010), *Territorialisations et action agricole : quelles ressources et dispositifs pour quelles gouvernances ? Une analyse à partir des cas du Parc Naturel Régional des Marais du Bessin et du Cotentin, de Métropole Savoie et de Rovaltain*. Thèse de Doctorat, Université de Grenoble.
- Faure, Alain & Emmanuel Négrier (2007). *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale. Critiques de la territorialisation*, Paris : L'Harmattan.
- Freud, Sigmund (1932). *L'Avenir d'une illusion*, Paris : Denoël & Steele.
- Giraut, Frédéric (1996). « Attention, les pays sont de retour ! » *Montagnes Méditerranéennes*, n°3 : p. 5-8.
- Giraut, Frédéric (2002). « L'exception territoriale française sous influence européenne ? Restituer la dynamique du système français d'administration territoriale » *L'information géographique*, vol. 66, n°2 : p. 133-161.

- Giraut, Frédéric & Romain Lajarge (1999). « La production des territoires de projets intercommunaux en montagne méditerranéenne française : Quelles perspectives d'articulation ? » *Cahiers du CERAMAC*, n° 11 : p. 301-322.
- Haschar-Noé, Nadine (2005). « Sport et « identité locale » : l'exemple de deux projets d'aménagements sportifs et touristiques intercommunaux » in Patrick Bouchet & Claude Sobry (dirs.), *Management et marketing du sport : du local au global*. p. 199-215, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.
- Hervieu-Léger, Danièle & Bertrand Hervieu (2005). *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'État - Les néoruraux, trente ans après*, La Tour d'Aigues : L'Aube.
- Honta, Marina (2008). « Sport et intercommunalité : quels enjeux pour la définition des politiques départementales et l'articulation de l'action publique sportive locale ? » *Revue STAPS*, vol. 29, n°80 : p. 115-136.
- Jouve, Bernard, Vincent Spenlehauer & Philippe Warin (dirs.). (2001). *La région, laboratoire politique. Une radioscopie de Rhône-Alpes*. Paris, La Découverte.
- Lacoste, Yves (dir.). (1995). *Les géographes, la Science et l'illusion (Chorématique : Stop !)*. Numéro thématique de *Hérodote*, n°76.
- Lajarge, Romain (2000). « Les territoires aux risques des projets : les montagnes entre Parcs et pays » *Revue de géographie alpine*, vol. 88, n°1 : p. 45-59.
- Lajarge, Romain & Nacima Baron-Yellès (2011). « Développement et protection à l'œuvre dans les territoires de nature. Les Parcs Naturels Régionaux face à la réforme territoriale » *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, vol. 88, n°4 : p. 375-386.
- Laurent, Loeiz (2002). *La fin des départements, le recours aux pays*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Lévy, Jacques (1999). *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris : Belin.
- Lussault, Michel (2013). *L'Avènement du Monde. Essai sur l'habitation humaine de la Terre*, Paris : Seuil.
- Marchal, Christophe & Arnaud Duchesne (2006). « Territoire de projet et destination touristique : des notions à clarifier » *Cahier Espaces*, n°91 : p. 30-35.
- Miossec, Jean-Marie (2008). *Géohistoire de la régionalisation en France*, Paris : Presses universitaires de France.
- Moquay, Patrick (1998). *Coopération intercommunale et société locale*, Paris : L'Harmattan.
- Nevers, Jean-Yves (dir.). (1998). *Le rural en mouvement : dynamiques sociales, pratiques d'usage, développement territorial, politiques publiques, Europe, agriculture, tourisme, syndicalisme agricole, environnement*. Numéro thématique de *Sciences de la société*, n°45.
- Olivier, Alain (1997). « Les agriculteurs et la ruralité : poids et rôles des minorités » in Rémy Knafou (dir.), *L'institut de Saint-Gervais : recherche-action dans la montagne touristique*. p. 197-213, Paris : Belin.
- Pecqueux, Jean-Luc (2006). « La terra incognita de l'intercommunalité touristique » *Cahier Espaces*, n°91 : p. 76-80.
- Richer, Cyprien (2008). « Questions vives pour la géographie de l'intercommunalité » *L'information géographique*, vol. 72, n°4 : p. 56-77.
- Suchet, André (2009). « Sports d'hiver, agrotourisme et tourisme patrimonial dans le Haut-Chablais : chronique d'un rendez-vous manqué ? » in Marc Boyer (dir.), *Les Savoyards et le tourisme depuis l'Annexion*. p. 279-293, Montméliant : La Fontaine de Siloé.

- Suchet, André (2012). *Acteurs, gouvernance et dynamiques de projet dans la concurrence des territoires en tourisme. Étude autour du programme sportif "Pyrénées : Laboratoire de l'Olympisme" 1988-1994 et des Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993*. Thèse de Doctorat, Université de Grenoble.
- Suchet, André & Michel Raspaud (2010). « A case of local rejection of a heritage tourism policy : tourism and dynamics of change in Abondance, French Alps » *International Journal of Heritage Studies*, vol. 16, n°6: p. 449-463.
- Tchékémian, Anthony (2008). *L'impact d'une politique publique agricole européenne sur les acteurs et les territoires ruraux français*. Thèse de Doctorat, Université de Grenoble.
- Tchékémian, Anthony (2012). « Grenoble entre natures et cultures : exemple de la valorisation de l'agriculture périurbaine grenobloise » *Projets de paysage*, vol. 7.
- Tchékémian, Anthony & André Suchet (2011). « Perceptions, réorganisations locales et stratégies d'acteurs suite à l'application d'une politique publique agricole européenne » *Cybergeog: revue européenne de géographie*, 527.
- Tesson, Frédéric (2004). « Quand le politique parle du territoire, c'est pour le fabriquer : utilité scientifique et vertus pédagogiques de la géographie sociale pour comprendre la relation du politique à l'espace » Communication au colloque *Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action*. Rennes, les 21 et 22 octobre 2004.
- Tuppen, John (1999). « L'État, la ville et le territoire : une irréductible spécificité française ? » *Montagnes Méditerranéennes*, n°9: p. 67-69.
- Urbain, Jean-Didier (2002). *Paradis verts. Désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris : Payot.
- Vanier, Martin (1995). « La petite fabrique de territoires en Rhône-Alpes : acteurs, mythes et pratiques » *Revue de géographie de Lyon*, vol. 70, n°2: p. 93-103.
- Vanier, Martin (2010). *Le pouvoir des territoires : essai sur l'interterritorialité*, Paris: Anthropos/Economica.
- Vanier, Martin (2015). *Demain les territoires. Capitalisme réticulaire et espace politique*, Paris: Hermann.

Notes

¹ Colloque organisé par le CIES de Grenoble Universités, sur le thème *L'illusion: illusion, perception, représentation du monde*, du 6 au 8 octobre 2010, Grenoble, Maison des Sciences de l'Homme des Alpes.

² En plus de nombreuses discussions au sein de l'équipe des jeunes chercheurs de l'UMR PACTE auquel nous appartenions alors, nous avons aussi proposé un certain nombre d'éléments à ce sujet lors d'une communication orale au colloque *Circulations et Appropriations des Normes de l'Action locale (CANAL)*–, organisé par le l'UMR ART-Dev, du 20 au 23 mars 2013, Agropolis International, Montpellier.

³ Selon l'INSEE et plus largement, on se réfère à http://carrefourlocal.senat.fr/vie_locale/cas_pratiques/fusion_et_defusion_de_communes/index.html

⁴Christian Pès (Interview), *L'illusion des marchés à terme*, Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture, mars, 2013, <http://www.momagri.org/FR/temoignages/L-illusion-des-marches-a-terme-II-est-temps-de-remettre-du-realisme-dans-un-monde-marque-par-le-fetichisme-de-l-ideologie-liberale-440.html>; Jean-Jacques Queyranne, « Parler vrai aux agriculteurs, sans donner d'illusions », 13 octobre 2015, <http://www.auvergne-agricole.com/actualites/regionales-jean-jacques-queyranne-parler-vrai-aux-agriculteurs-sans-donner-d-illusions:8Y6U1ABU.html>; Patrig K., *Et si le miracle agricole breton n'avait été qu'une illusion...*, 28 août 2013, <https://blogs.mediapart.fr/edition/la-mort-est-dans-le-pre/article/280813/et-si-le-miracle-agricole-breton-n-avait-ete-qu-une-illusion>.

⁵ Europa, *La réforme de la Politique agricole commune (PAC)*, mars 2009, http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/general_framework/160002_fr.htm.